

LE POUVOIR RUSSE, SEUL CONTRE TOUS ?

Le régime poutinien mène le combat sur plusieurs fronts. Il accélère l'offensive en Syrie par des bombardements massifs et relance les accrochages meurtriers en Ukraine de l'Est. En Russie, il a dicté les résultats des élections législatives du 18 septembre 2016 pour se donner une Douma unanime. Il a accentué le harcèlement des opposants politiques, des journalistes et des chefs d'entreprise indépendants. Dans le même temps, dans le contexte de récession et de sanctions occidentales, il quête les moyens financiers qui vont bientôt lui manquer pour poursuivre les aventures militaires tout en payant les salaires et retraites, et distribuer encore quelques prébendes aux élites afin de s'assurer leur loyauté.

Le recours à la force et à l'intimidation

Jamais situation intérieure et politique extérieure n'ont été aussi indissociables. Le recours à la force armée marque la préférence du Kremlin pour la confrontation, aux dépens de la négociation, et l'hostilité envers les gouvernements étrangers, de Kiev à Paris, de Berlin à Washington, qui tentent régulièrement de reprendre le dialogue avec Vladimir Poutine. En politique interne, cette préférence se traduit dans la gestion inefficace

des problèmes politiques, économiques et sociaux.

La Crimée est la quintessence de cette politique : elle représente à la fois la puissance militaire et policière russe et la détermination à transgresser les libertés fondamentales et le droit international. En recourant à la violence en Ukraine, le Kremlin veut aussi dissuader les Russes de prendre la moindre initiative politique. Tout compromis avec l'adversaire est, pour Moscou une concession extorquée, une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures. Le discours officiel, relayé par les médias, répète sans cesse qu'« il ne faut pas céder aux intimidations ». En réalité, l'intimidation et la pression constituent l'arsenal principal des politiques intérieure et extérieure du Kremlin.

Au Donbass, Poutine semble hésiter entre deux mauvaises solutions. L'une est de maintenir un « conflit de faible intensité » en continuant de soutenir ceux qu'elle a installés à la tête des « républiques » autoproclamées de Lugansk et de Donetsk ; mais cette tactique plombe les relations de la Russie avec l'Ukraine et toute l'Europe, et la déstabilisation du Donbass n'empêche pas Kiev de poursuivre sa coopération avec les gouvernements occidentaux. L'autre option pour Moscou serait de lâcher peu à peu les « séparatistes », de livrer la population au chaos, et d'obliger Kiev à se lancer dans une nouvelle campagne militaire à sa frontière à l'Est, où la Russie maintiendrait ses « petits hommes verts », des combattants à

sa solde, soutenus par l'armée stationnée du côté russe de la frontière.

Dans cette tactique de l'intimidation, la Syrie est l'exception : Poutine a choisi d'y intervenir directement, de bombarder avec l'armée de Bachar Al-Assad, et d'y positionner des troupes, des conseillers militaires, des armements lourds et sophistiqués. Il voulait rétablir le « partenariat stratégique » privilégié avec les États-Unis, nostalgie des années 1970, quand l'URSS se hissait au niveau de superpuissance. Il se trouve engouffré dans l'une des pires guerres civiles qu'ait connues le Proche-Orient. Il n'en sortira pas gagnant, et il prend le risque d'être mis personnellement en cause. Américains et Européens parlent désormais sans détours des crimes de guerre commis en Syrie, dont le régime Assad et « ceux qui le soutiennent » auront à répondre.

Garder le pouvoir, envers et contre tout

Plus il bombarde en Syrie, plus il s'obstine en Ukraine, plus Vladimir Poutine suscite la peur et la défiance.

Le pouvoir peut tout, et il en abuse. Depuis le début du conflit en Ukraine, il n'existe plus de processus de prise de décision. Poutine met parfois en scène son gouvernement ou son conseil de sécurité lors de séances filmées pour les télévisions, c'est tout. Plus personne n'ose contredire le chef, ni publiquement, ni probablement

dans le secret d'un bureau. Il se replie sur une garde rapprochée et a écarté de vieux complices, dont il craint peut-être la concurrence. Pour la première fois en dix-sept ans, à l'été 2016, il a remanié son entourage.

Le Kremlin pousse hors du jeu, et souvent hors du pays, tous ceux qui n'obéissent pas au doigt et à l'œil. Parmi eux se comptent les membres les plus brillants et dynamiques des élites russes. Par sa législation protectionniste et son irrespect pour les contrats signés, le gouvernement décourage les entreprises et banques étrangères d'investir en Russie alors que les industries ont besoin d'argent pour se moderniser. Avec la forte baisse des revenus pétroliers, il mise sur les ventes d'armes pour enrayer la crise du budget national.

Dans ce « repli offensif », Poutine peut-il compter sur l'acquiescement de sa population et la servilité des classes moyennes ? Le scrutin législatif de septembre 2016 permet d'en douter. Grâce aux manipulations préélectorales et aux fraudes, le Kremlin s'est doté d'une Douma unanime. Avec les suffrages d'une minorité d'électeurs, le parti poutinien, Russie unie, a obtenu les trois quarts des sièges. Avec les votes des trois autres partis inféodés au système, l'unanimité est quasiment assurée pour les grandes questions touchant à la sécurité nationale. Si quelques députés manifestent un goût d'indépendance, ils risquent le même sort qu'Ilya Ponomarev, seul député qui ait osé voter contre l'annexion de la

Crimée en mars 2014 : Ponomarev a été déchu, privé de son immunité et s'est exilé. Il est poursuivi par la justice russe. De plus, la nouvelle Douma compte quatre élus de la Crimée annexée, ce qui jette un discrédit sur la représentation nationale. Plusieurs États démocratiques, dont les États-Unis, ont immédiatement fait savoir qu'ils ne reconnaissent pas cette assemblée comme légitime.

La fraude électorale

Pour étudier un scrutin pipé et opaque, la méthode est de compter les voix en millions, et non en pourcentages, détecter les anomalies et résultats aberrants, rassembler le plus de témoignages possible, et en tirer des fourchettes plausibles de résultats¹. Selon les estimations d'observateurs et experts indépendants russes, sur 111 millions d'électeurs inscrits, au maximum 45 millions sont allés aux urnes, 65 millions se sont abstenus. Sur ces 45 millions de votants, moins de 20 millions ont voté pour le parti poutinien Russie unie (officiellement, on annonce 28 millions) ; environ 20 millions ont voté pour les trois autres partis « systémiques » (le parti communiste, le parti populiste de Jirinovski et Russie juste) ; 6 à 7 millions ont accordé leur suffrage à d'autres partis qui ont échoué à passer la barre des 5 %,

et à quelques candidats au scrutin uninominal qui ne concouraient pas pour Russie unie. En effet, la Douma d'État est désormais élue pour moitié au scrutin uninominal et pour moitié au scrutin de liste.

Pour avoir les coudées franches, les autorités russes ont limité le nombre d'observateurs russes et étrangers, qui n'ont pas été autorisés à suivre le comptage jusqu'au bout, c'est-à-dire l'envoi du procès-verbal à la commission territoriale chargée de rentrer les données dans l'ordinateur, moment stratégique et gardé secret. Plus important encore, des millions de suffrages sont recueillis en anticipation, ou établis d'avance dans des régions où aucun observateur indépendant ne peut aller.

Le Kremlin a recours au « régime électoral d'exception », pour reprendre l'expression de Dimitri Orechkin². Une vingtaine de provinces, sur les 85 que compte formellement la fédération de Russie (Crimée et Sébastopol inclus), ont été affublées de résultats exceptionnels. Par exemple, la Tchétchénie ne déroge pas à l'habitude, avec 95 % de participation et 96 % pour Russie unie. Les résultats sont tout aussi extravagants dans les républiques du Tatarstan et de Touva, les provinces de Kemerovo et Tioumen en Sibérie, ou la région d'Ivanovo, proche de Moscou. À Saratov,

1. Une première analyse des élections législatives a été publiée dans *Le Monde* du 29 septembre 2016 : « En Russie, la victoire en fraudant ».

2. Voir Dimitri Orechkin, Marie Mendras et Jean-Charles Lallemand, « Le 2 décembre de Vladimir Poutine : l'unanimité en marche », *Esprit*, janvier 2008 ; et M. Mendras, *Russian Politics: The Paradox of a Weak State*, New York, Oxford University Press, 2014.

la suspicion vient d'un pourcentage pour Russie unie de 62,2 %, identique dans une centaine de bureaux de vote. Le vote n'a finalement pas été validé par la commission électorale centrale, rare cas de fraude sanctionnée.

Les quelque 18 à 20 millions qui ont vraiment voté pour Russie unie au scrutin de liste (et qui, le plus souvent, ont aussi voté pour le candidat du Kremlin au scrutin uninominal) ne forment donc qu'un cinquième de l'électorat. Où est donc cette adhésion enthousiaste au poutinisme, la clameur des 85 % d'opinions favorables au président dans les sondages ?

Ce très grand écart invite à réfléchir. Tout d'abord, les instituts de sondage mesurent la popularité de Poutine dans l'absolu. En d'autres termes, on demande au Russe sélectionné pour l'échantillon : « Approuvez-vous l'activité du président ? » La question cachée est : « Préférez-vous Poutine ou le néant ? » Par ailleurs, la plupart des sondés se disent critiques quand ils sont interrogés sur l'action du gouvernement et des administrations locales. Ils expriment une forte inquiétude face aux incertitudes économiques et sociales. Ils craignent aussi que la Russie n'entre en guerre. Ils ont été transportés par la « reprise » de la Crimée, mais ne soutiennent ni les combats au Donbass ni l'engagement militaire direct en Syrie.

La majorité de la population est inquiète et insatisfaite, ce qui se reflète bien dans les résultats électoraux : abstention majoritaire,

et soutien minoritaire au parti du pouvoir. Début septembre, le centre Levada, seul institut de sondages indépendant, a été fiché « agent de l'étranger » par le ministère de la Justice, sur dénonciation d'un comité anti-Maidan (dont le chef vient d'être élu député). L'avenir de ce grand centre de recherches sociologiques est en suspens.

Le silence, jusqu'à quand ?

Pour garder le contrôle sur les électeurs et sur les élus, le régime doit disqualifier les partis et personnalités d'opposition. Le parti historique Iabloko, social-démocrate, a fait une mauvaise campagne, mais il est probable que ses résultats aient été revus à la baisse, car Iabloko a dénoncé l'annexion de la Crimée et le conflit au Donbass. Parnas, le parti de Boris Nemtsov, assassiné le 27 février 2015, a été marginalisé. De nombreux candidats n'ont pas été autorisés à concourir, notamment l'opposant Alexei Navalny, inéligible et toujours sous contrôle judiciaire, dont le jeune frère purge une peine de prison. Ce juriste, dont la Fondation pour la lutte contre la corruption dévoile de nombreux scandales, a obtenu près d'un tiers des voix (27 % selon les autorités) à l'élection du maire de Moscou en septembre 2013. Il était donc urgent de l'écarter. Ilya Yashin, proche de Nemtsov, savait qu'il ne pourrait se présenter. Il a choisi de publier un rapport sur

la corruption du parti poutinien³. Pour Vladimir Poutine, l'enjeu est la présidentielle de 2018, qu'il veut remporter haut la main au premier tour.

Dix-huit candidats soutenus par la fondation Russie ouverte de Mikhail Khodorkovsky ont pu se présenter aux législatives. Sans surprise, aucun n'est passé. Cela relève du jeu classique des autorités qui donnent un peu d'air, puis referment le couvercle et instillent tension et méfiance au cœur de l'opposition démocratique. Il n'en reste pas moins que des opposants russes exilés se battent pour une alternance dans leur patrie.

En septembre 2016, les électeurs russes n'ont pas protesté contre les fraudes, contrairement à décembre 2011, quand des centaines de milliers de personnes défilaient dans les rues en criant « Poutine, va-t'en ! » Aujourd'hui, Internet s'agite, mais il est trop risqué d'affronter les autorités, qui interdisent la plupart des rassemblements et répriment la moindre incartade. Cependant, le mécontentement ou le désarroi s'est exprimé dans la forte abstention.

Le morne silence donne-t-il les mains libres aux dirigeants pour mener la Russie à leur guise ? Ou bien ce vide de la vie publique, cet abandon du libre arbitre, annoncent-ils un blocage général de la vie sociale et économique ? Aucun économiste russe ou étranger ne prévoit de reprise de la croissance en 2017-2018. Le président

Poutine se retranche dans une posture agressive qui lui ferme les portes de la coopération avec l'étranger et pousse les Russes les plus doués et performants à s'exiler. Les Russes n'ont plus de motivation pour s'impliquer dans des projets, innover, créer, produire. Ils se replient et se protègent contre les aléas d'un futur qu'ils ne choisissent pas.

Marie Mendras*

* Politologue au CNRS et au Ceri (Sciences Po) et chercheur associé au Kennan Institute for Russian Studies à Washington.

3. Ilya Yashin, "The 'Criminal Russia' Party: An Independent Research Report", Moscou, Free Russia Foundation, septembre 2016 (www.4freerussia.org).